



Communiqué des fédérations de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche FNEC FP-FO, FERC-CGT

Loin de refluer, la mobilisation pour le retrait du projet de loi Travail s'élargit et s'enracine après la grève et les manifestations importantes du 19 mai. Avec les appels à la grève dans les transports, à la SNCF, et à la RATP, et dans plusieurs branches de l'industrie, les salarié-e-s avec leurs organisations préparent la journée de grève du 26 mai et la manifestation nationale avec grève interprofessionnelle du 14 juin.

Le blocage des raffineries et dépôts de carburant, des ports, s'est étendu et constitue un point d'appui important pour le retrait du projet de loi.

Le gouvernement multiplie les provocations pour briser les grèves en recourant aux forces de l'ordre. Ce matin, le dépôt de carburant de Fos-sur-Mer a subi une offensive des forces de l'ordre, des militant-e-s ont été blessé-e-s.

Les fédérations de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche appellent les personnels à multiplier les initiatives à tous les niveaux, pour exprimer au moyen de motions et pétitions leur soutien aux grévistes des raffineries et dépôts de carburant et condamner le refus du gouvernement de retirer son projet de loi. Le gouvernement doit cesser les provocations contre les grévistes.

Les fédérations de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche appellent les personnels à généraliser la tenue d'assemblées générales pour préparer les échéances du 26 mai et du 14 juin, débattre des modalités d'action, de la grève et de sa reconduction pour le retrait de la loi Travail conformément à l'appel des confédérations.

Les fédérations de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche appellent l'ensemble des personnels à participer aux actions locales.

Il est possible de faire reculer le gouvernement, recul qui ouvrirait de nouvelles perspectives pour la satisfaction des revendications les plus urgentes qui concernent notre secteur en matière d'emploi, de salaire, de conditions de travail et pour obtenir le retrait des réformes comme celle des collègues qui menacent l'avenir de nos services publics.

Le 24 mai 2016